

## OTAN

**M. l'Orateur:** La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Trudeau:** Cette conférence, monsieur l'Orateur, m'a donné l'occasion de signaler à nos alliés de l'OTAN que le maintien d'une ferme adhésion politique à l'OTAN et un rôle efficace de notre part, sur le plan militaire, sont dans l'intérêt de l'Alliance comme dans celui des Canadiens. Quand je dis efficace, je veux dire au point de vue du coût et sur le plan militaire. La révision de la structure de notre défense, vise à atteindre ces objectifs. J'ajoute que le rôle des Forces armées canadiennes en Europe est vivement apprécié. Le caractère professionnel de nos militaires et aviateurs est reconnu par chacun des membres de l'Alliance et quelques-uns de mes collègues de l'OTAN m'ont dit à quel point ils seraient déçus si le gouvernement canadien décidait, à un moment donné, de réduire l'efficacité du rôle militaire des Canadiens.

Pendant la Conférence, j'ai proposé que l'on ménage plus souvent des entretiens entre les chefs de gouvernement et que l'on permette, en ces occasions, des consultations à titre non officiel, car l'expérience m'a appris qu'elles sont d'une valeur inestimable. J'ai donné comme exemple, en proposant la chose, la Conférence des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth.

Je suis heureux de dire, monsieur l'Orateur, que le Président des États-Unis et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne ont immédiatement souscrit à ma proposition. Au cours du débat qui a suivi, la plupart des pays ont manifesté leur intérêt à cet égard.

[Français]

A Bruxelles, monsieur le président, j'ai pu rencontrer, sur une base bilatérale, le président Ford et plusieurs des autres chefs de gouvernement. La réunion m'avait en outre donné l'occasion de rencontrer le Président et deux des vice-présidents de la Communauté européenne, avec qui je me suis entretenu assez longuement de l'appui que la Commission a formellement accordé à la proposition du Canada relative à l'établissement d'un lien contractuel avec la Communauté européenne. Ayant le même objectif en vue, je suis en outre allé au Danemark et au Luxembourg. Ces deux visites complétaient la série de discussions que j'avais eues, dans les capitales, avec les chefs de gouvernements de tous les membres de la Communauté économique européenne. Il m'a été loisible, au cours de ces visites, d'expliquer le désir du Canada de négocier l'établissement de relations officielles avec la Communauté; en retour, j'ai reçu l'assurance que la chose est favorablement considérée. Au cours de mes entretiens avec le Président de la Commission, on m'a informé que la Communauté ouvrira un bureau à Ottawa, avant la fin de l'année.

[Traduction]

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre brièvement. Tout en étant bref, je me permets d'ajouter que c'est parce que je suis particulièrement bien renseigné sur le sujet que je puis répondre. Sauf erreur, le premier ministre (M. Trudeau) ne savait trop s'il ferait une déclaration; ce n'est que vers 2 h 15, selon toute apparence, qu'il s'est décidé et j'ai reçu copie de la déclaration—je suis heureux qu'on ait au moins songé à cela.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Le contraire eut peut-être été bon.

**M. Stanfield:** Le premier ministre a parlé de la renommée de nos militaires en Europe. La considération dont les

qualités de nos hommes sont l'objet ne fait pas de doute. Mais vraiment, l'équipement de nos troupes est plutôt douteux, selon moi.

**Des voix:** Bravo!

● (1620)

**M. Stanfield:** J'ajouterai, non pas à cause de ce qu'a pu déclarer le premier ministre cet après-midi, mais à cause des récentes déclarations du ministre de la Défense nationale (M. Richardson), que l'attitude du gouvernement en ce qui concerne notre participation à l'OTAN est assez ambiguë. Si j'ai bien compris, le ministre de la Défense nationale a dit que nous devons tenir compte de la qualité autant que de la quantité. Je pense que beaucoup de Canadiens se posent précisément des questions sur la nature de nos engagements au sein de l'OTAN, et je dois dire au très honorable représentant qu'il n'a rien dit cet après-midi qui soit susceptible de lever ces doutes.

Le premier ministre a parlé de la déception de nos collègues de l'OTAN si un gouvernement canadien décidait un jour de restreindre la participation militaire effective du Canada à l'OTAN. On ne m'en voudra pas, je l'espère, de rappeler au très honorable représentant que c'est une des premières choses qu'il ait faites lors de son arrivée au pouvoir.

Je ne comprends pas très bien non plus pourquoi le premier ministre souhaite que les chefs de gouvernement aient plus souvent l'occasion de se consulter, en d'autres termes, d'avoir des réunions au sommet, je présume. D'après ce que j'avais pu comprendre, le premier ministre doutait fortement de l'utilité d'une réunion au sommet et il y a à peine quelques semaines. Je ne sais si le très honorable représentant a été impressionné par cette réunion au sommet au point de changer d'avis, et j'ignore à quoi il veut vraiment en venir. Je répète, il y a quelques semaines, il avait l'air de penser qu'une réunion au sommet de l'OTAN ne pouvait se justifier que dans des conditions bien précises et favorables. Voilà maintenant qu'il souhaite que ce genre de consultation se passe régulièrement.

Bien qu'il ne l'ait pas dit aujourd'hui, le premier ministre a, paraît-il, dit à une autre occasion que l'OTAN avait besoin d'un appui constant de la population. C'est incontestable. J'aimerais demander au très honorable représentant ce que lui-même et son gouvernement ont fait pour y encourager les Canadiens. Qu'ont-ils fait pour leur permettre de comprendre et d'appuyer notre rôle au sein de l'OTAN?

En ce qui concerne le lien qui manque, ou la recherche d'un lien avec la communauté économique européenne, c'est un bien, à mon sens, que cette recherche se poursuive. L'intérêt du premier ministre à l'égard du marché commun arrive un peu tard, mais il est certain que mieux vaut tard que jamais. Je serais pour ma part heureux d'avoir des éclaircissements sur le genre de lien contractuel que recherche le premier ministre, car cela n'était peut-être pas très clair dans son esprit. Peut-être est-il en mesure d'être un peu plus précis après son dernier voyage en Europe. Si j'ai la possibilité de lui poser une question dans quelques minutes, j'aimerais lui demander—et il peut y réfléchir d'ici là—de nous donner quelques précisions, au terme de son dernier voyage en Europe, sur ce qu'il entend par lien contractuel.